This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

HDI
HL 3HFV I
FOR TX
Indonesia

RÉFLEXIONS

SUR LES CHANGEMENTS APPORTÉS

DEPUIS 1834

AU

SYSTÈME DES CULTURES

A JAVA

PAR

P. ET F. VAN DEN BROEK

PARIS
IMPRIMÉ CHEZ BONAVENTURE ET DUCESSOIS
55, QUAI DES AUGUSTINS

1856

HARVARD
LAW
LIBRARY

$1.50
Nederl. Broch.
No.
Ao. 1856 No.
Auffel.

FRANCE

342

RÉFLEXIONS

SUR LES CHANGEMENTS APPORTÉS

Depuis 1844

AU SYSTÈME DES CULTURES

A JAVA

Paris.—Imprimé chez Bonaventure et Ducessois, 55, quai des Grands-Augustins.

RÉFLEXIONS

SUR LES CHANGEMENTS APPORTÉS

DEPUIS 1844

AU

SYSTÈME DES CULTURES

A JAVA

PAR

P. ET F. VAN DEN BROEK

PARIS

IMPRIMÉ CHEZ BONAVENTURE ET DUCESSOIS

55, QUAI DES AUGUSTINS

1856

RÉFLEXIONS

SUR LES CHANGEMENTS APPORTÉS DEPUIS 1844

AU

SYSTÈME DES CULTURES

A JAVA

Ire PARTIE

Le système des cultures établi à Java par le général Van den Bosch, et modifié après lui par le gouverneur Baud, est depuis quelque temps l'objet d'attaques de la part de personnes dont les théories impressionnent d'autant plus le public qu'elles sont basées sur les mots séduisants de *liberté*, *progrès*, *philanthropie!*

Autant que qui que ce soit, nous aimons cette devise et nous reconnaissons les avantages que l'humanité en a retirés; mais aussi nous croyons qu'appliquées intempestivement, imposées *quand même*,

659758

sans égard aux mœurs et aux habitudes d'un pays, sans prendre en considération les besoins et le degré d'intelligence de ses habitants, ces causes de grandeur, de prospérité et de gloire peuvent devenir la source des plus grands désordres.

L'île de Java est un de ces pays où les idées européennes ne peuvent être appliquées qu'avec une extrême réserve, sous peine de désastres d'autant plus à redouter qu'ils atteindraient à la fois et la colonie et la mère patrie. On ne doit pas oublier que la prospérité de l'une fait l'existence de l'autre, et il faut, pour dominer la question, s'élever au-dessus d'un entraînement dangereux, et écarter la théorie pour ne consulter que la pratique.

Parmi les réformes que l'on voudrait introduire à Java, la plus importante est celle du *travail libre*, dont le principe serait la destruction de la base du système des cultures établi depuis 1830, et la facilité avec laquelle on résout cette grave question, ferait croire que les partisans de la réforme ne se sont suffisamment rendu compte ni de ce qui a précédé ou suivi l'application de ce système, ni de ce qui adviendrait si on le supprimait.

Depuis le premier établissement des Hollandais à Java jusqu'en 1830, aucun des différents systèmes sous lesquels cette colonie a été exploitée n'a donné à la longue de bons résultats.

En 1798, lorsque le gouvernement annula le privilége accordé à la Compagnie en 1602, ses possessions dans l'Inde, loin de rapporter des bénéfices, étaient à charge au Trésor, et avaient coûté à cette époque plus de 100 millions de florins au pays.

Les trois années de l'occupation anglaise donnèrent un déficit d'à peu près 10 millions de florins, et depuis, jusqu'en 1830, la dette s'éleva d'une manière si effrayante, qu'il en était alors, relativement aux finances, comme au temps où l'ancienne Compagnie s'était vue dans la nécessité de résigner le pouvoir. Pendant cette longue suite d'années, les populations indigènes avaient éprouvé toutes sortes de misères, et bien que le gouvernement s'appauvrît à l'entretien de sa colonie, celle-ci ne s'enrichissait guère.

Le *travail libre*, c'est-à-dire la faculté de disposer librement de tout son temps, de faire ou de ne pas faire, sauf à en supporter les conséquences, a existé à Java du temps des Anglais. Le gouvernement ne

demandait rien aux habitants qu'un impôt. Les monopoles étaient abolis, les cultures libres. Dans ces conditions, le Javanais, était-il plus heureux et plus tranquille? Le travail libre lui rapportait-il cette prospérité matérielle qu'on lui promet et qui, avec le libre exercice de l'intelligence, pousse au progrès et à la civilisation? Profitait-il de cette liberté, faisait-il un progrès quelconque? Non, loin de là. Libre de travailler, le Javanais ne travaillait point, ou peu; s'il plantait du riz, ce n'était que pour sa subsistance; et, étant obligé d'en vendre une partie pour payer son impôt, il devenait victime de l'avidité des Chinois, qui profitaient de cette vente forcée pour avilir les prix. Il en résultait des déficits dans les approvisionnements, suivis de famines nombreuses et terribles, qui désolaient la population. Malgré la modicité de cet impôt, le gouvernement rencontrait chaque année plus de difficultés à le faire rentrer, et la sévérité des mesures ne pouvait rien contre cette misère générale.

Avec la liberté du travail, il eût été cependant bien facile aux Javanais de payer leur impôt et de faire régner l'abondance dans leur île, en se livrant à la

culture des teres, en tirant partie de l'admirable fécondité du sol, ou seulement en plantant beaucoup de riz ; mais on ne peut pas attendre d'un homme des efforts incompatibles avec sa nature, et l'indolence, l'imprévoyance du Javanais sont des obstacles contre lesquels tous les raisonnements possibles viendront se briser.

En regardant plus loin et plus haut, on arrive à remarquer que, pour rendre la liberté du travail réelle et complète, il faudrait, en la proclamant, reconnaître aussi la liberté individuelle, c'est-à-dire abolir les corvées (*heeren-diensten*) et créer la propriété individuelle en vendant le sol ; ce qui revient à dire qu'on bouleverserait de fond en comble tout ce qui existe, qu'on détruirait sans retour possible toutes les traditions, toutes les coutumes que les Javanais respectent si profondément et qui les maintiennent sans efforts vis-à-vis du gouvernement dans l'obéissance et la soumission.

Nous ne savons si l'on a réfléchi aux conséquences de pareilles mesures, qui déjà ont été proposées, mais il faut croire qu'on oublie qu'il n'y a à Java qu'une poignée d'Européens en face de plusieurs

millions d'indigènes, qui se trouveront très-forts le jour où ils se sentiront chez eux ; qu'en agissant ainsi le gouvernement se dépouillerait de tout son prestige et se trouverait, en présence de ces populations, sans autorité, sans autre force que celle des armes.

A part ces considérations élevées, le caractère, les goûts du Javanais s'opposent invinciblement, du moins quant à présent, à l'introduction du *travail libre* dans son pays. Le désœuvrement est son suprême bonheur ; il partage bien avec tous les hommes le désir d'augmenter ses jouissances, mais le travail *auquel il se croit obligé* sera l'unique moyen dont il se servira pour y parvenir. Laissez-le à lui-même, soumis à son libre arbitre, et, comme un enfant, il ne fera rien, peu soucieux d'ailleurs de ce qui adviendra de sa paresse.

Jamais un Javanais ne plantera de son propre mouvement un cocotier ou un bambou, et pourtant ce travail, qui n'en est pas un, serait pour lui une source de bien-être.

A une époque où la récolte du riz avait manqué dans un district de Chéribon, nous avons vu des Javanais, souffrant de la faim, rester sourds au conseil de

se réunir plusieurs pour traquer un cerf dans la forêt voisine et se le partager. En Europe la nécessité enfante des prodiges ; à Java, l'intelligence, au lieu de s'éveiller sous l'aiguillon du besoin, s'endort dans un fatalisme insouciant qui fait accepter à l'indigène ses malheurs et ses souffrances comme des choses auxquelles il ne peut pas échapper.

Chercher dans de pareilles natures les cordes qui émeuvent si profondément les Européens, c'est chercher l'impossible ; ces cordes n'y vibrent pas encore. Le temps, le contact des Européens, amenant par degré des changements dans les idées des Javanais, développeront petit à petit leur intelligence et les rendront aptes à recevoir des impressions qu'ils ne peuvent pas ressentir aujourd'hui. Ils comprendront alors les avantages de la civilisation telle que nous l'entendons, et leur prospérité matérielle, augmentant avec la marche de l'industrie agricole, les poussera au progrès en leur créant de nouveaux besoins et permettra alors de les dégager progressivement de cette tutelle, objet de critiques inconsidérées, et dont les Javanais ne sauraient se passer aujourd'hui sans retomber dans toutes les misères qui ont précédé 1830.

La gloire du général Van den Bosch est d'avoir compris cela à une époque où l'amélioration du sort misérable de cette population et de la situation critique du gouvernement paraissaient des problèmes insolubles. Voulant la prospérité des Javanais en même temps que le rétablissement des finances coloniales et hollandaises, il trouva, avec la clairvoyance du génie, les moyens d'atteindre ce triple but dans ce que les Javanais ont de plus sacré, dans *l'Adat* (loi traditionnelle du pays), et créa son système de cultures.

IIe PARTIE

A partir de ce moment, une ère nouvelle commence : une prospérité inconnue, inouïe, se répand comme par enchantement dans cette île de Java qu'on désespérait de voir productive et se déverse sur la mère patrie.

L'ordre et la tranquillité s'établissent dans la colo-

nie; le bien-être devient général, l'aisance même pénètre graduellement dans les localités où l'industrie se joint à l'agriculture; le cultivateur, trouvant dans son travail obligatoire des ressources assurées et considérables, paie son impôt avec facilité, sans être comme précédemment dans la triste nécessité de vendre son riz pour l'acquitter; et les chefs, intéressés aux produits de la terre, n'ont plus le temps de s'occuper de politique et d'intrigue. Le travail a tout changé, tout régénéré; l'île de Java, comme une vaste ferme paternellement dirigée, présente l'aspect le plus florissant et devient un objet d'envie et d'admiration pour toutes les puissances maritimes.

En Hollande, les conséquences du système des cultures se sont fait sentir avec non moins d'avantages : le commerce a repris un essor immense; les finances ont retrouvé leur équilibre, grâce aux millions qu'une magnifique flotte marchande apporte annuellement sous forme de produits; une activité extrême règne dans les villes de commerce, dont le développement marche rapidement; partout enfin, à Java comme en Néerlande, c'est une vie nouvelle.

Qui le croirait? ce système des cultures, source

inépuisable de tant de prospérité, on vient l'attaquer aujourd'hui; on blâme les moyens employés pour retirer la colonie et la mère patrie de la situation désespérée où elles se trouvaient; on a vraiment l'air de regretter le passé et de s'apitoyer sur le présent !

Nous comprendrions ces sentiments si les résultats si beaux, si inespérés du système des cultures étaient dus à la tyrannie, à l'arbitraire ou à l'inhumanité. Mais au contraire : le général Van den Bosch n'a si bien réussi que parce qu'il n'a en rien froissé ni les habitudes ni les préjugés nationaux, si puissants dans ce pays; il n'a fait que tirer partie de l'organisation sociale javanaise, il ne s'est servi que des idées javanaises. En un mot, le général n'a pas *inventé* la base de son système, car cette base existait dans les institutions rurales du pays, qui, loin d'être oppressives, sont douces, équitables, comprises et acceptées par tous les habitants.

Le système des cultures consiste donc dans l'exploitation sage et mesurée de ces institutions, et dans l'emploi de l'industrie appelée au secours de l'agriculture, pour transformer ses produits en denrées propres aux marchés européens.

Afin d'obtenir de ces deux puissants producteurs tous les effets dont ils sont susceptibles, le général Van den Bosch prit une série de mesures, toutes frappées au coin de la sagesse, et qui démontrent combien cet homme remarquable s'était identifié avec son œuvre et la comprenait.

Trois parties distinctes se trouvant en présence, le gouvernement, le cultivateur et l'industriel, il commença par les réunir tous les trois par le lien solide de l'intérêt. Tous les trois sont intéressés à obtenir de belles récoltes; une bonne fabrication profite à tous les trois. Plus le cultivateur aura donné de soins à la terre, et plus la matière première fournie à l'industriel sera riche; et plus celui-ci tirera de produits bruts de cette matière première, plus le cultivateur gagnera. Enfin, mieux ces deux leviers auront fonctionné, et plus le gouvernement aura de denrées à envoyer en Europe.

L'indigène, suivant *l'Adat,* qui est sa loi sacrée, laboure, plante et est récompensé de ses peines par l'industriel qui le paie au prorata des quantités fabriquées; le gouvernement, propriétaire du sol, surveille ce travail, le dirige, l'améliore, et reçoit les

produits à des prix fixes; l'industriel apporte dans l'association son intelligence et ses capacités en supportant *seul* le poids des résultats financiers.

Pour empêcher les abus, le général Van den Bosch a voulu qu'un *bouw* de terre fût soigné par quatre hommes, ce qui constitue un travail excessivement minime et hors de toute proportion avec ce que fait le *cooli*, ou le nègre des colonies, et surtout bien loin du rude labeur des paysans nos compatriotes.

Pour exciter l'émulation des chefs et des employés chargés des cultures, il stipula qu'une gratification de 50 *duttes* par *picol* fabriqué leur serait allouée à la fin de chaque récolte.

Enfin, pour attirer les industriels et les engager à souscrire les conditions du contrat établi, il créa un fonds de culture dans le but de leur faire des avances suffisantes pour créer les usines et satisfaire aux dépenses journalières.

Telles sont les principales mesures dont le général Van den Bosch fortifia les bases de son système. Comme le travail obligatoire, ces mesures sont aujourd'hui attaquées, tronquées ou détruites.

Nous avons suffisamment démontré que le *travail*

libre, dans un pays comme Java, serait la ruine totale de la prospérité actuelle et le retour à un état de choses qui a déjà coûté des années, des millions et les ~~les~~ efforts inutiles d'une foule d'hommes capables.

Le Javanais ne comprend ni les théories, ni les besoins des Européens. Pour le bien gouverner, pour en obtenir quelque chose, pour son bonheur enfin, il faut lui parler selon *son* esprit, agir selon *ses* sensations, *ses* préjugés, et *ses* lois. Vouloir lui imposer nos lois, nos sensations et nos besoins, vouloir en un mot lui donner le bonheur comme nous l'entendons, c'est le rendre profondément malheureux.

Ce peuple Javanais si doux, si soumis, est encore dans l'enfance morale ; il a besoin d'un guide, d'un tuteur qui pense pour lui ; croire qu'abandonné à ses propres instincts, il sera comme l'Européen ~~in~~ incité au travail, à l'activité, à cette concurrence qui fait naître le progrès, c'est le méconnaître complètement. Pour le Javanais, le travail libre c'est la faim, la misère et tous les désordres qu'engendrent l'insouciance et le désœuvrement ; tandis que le travail obligatoire c'est la paix, l'abondance, la moralité, un progrès relatif qui grandira avec le temps, c'est enfin tout ce

que nous avons vu naître du système des cultures.

Et remarquons bien ici que, si le passé ne suffit pas pour éclairer la question, toute nouvelle tentative d'expérience porte avec elle un danger imminent ; car une fois les anciennes coutumes détruites et la liberté de travail bien comprise par les Javanais, c'est-à-dire la liberté de ne faire que ce qu'ils voudront, il sera impossible de revenir à ce qui existe. Pendant ce temps de trouble, les récoltes souffriront, la misère renaîtra et un déficit dans les finances de Java et de la Hollande en sera la conséquence.

Les trois mesures principales dont le général Van den Bosch, et après lui le gouverneur général Baud, appuyèrent le système des cultures ont été depuis lors profondément modifiées, et nous avons la ferme conviction que ces modifications sont cause de la gêne et du temps d'arrêt qui se sont manifestés dans la prospérité publique.

Au lieu de maintenir le chiffre de quatre hommes par *bouw*, il y a des localités où les cultures ont été étendues au point de réduire ces quatre hommes à deux, et même à moins de deux. Cet abus indispose la population, en ce qu'on exige d'elle plus que ne le

veut *l'Adat*, bien que, minime pour quatre hommes, ce travail soit encore modéré pour deux.

On devrait, pour bien faire, réduire petit à petit ces cultures trop étendues, et, en compensation, les étendre là où la population est plus compacte, afin d'arriver à avoir partout au moins quatre hommes par *bouw*, dont on pourrait alors obtenir un travail parfait. Conserver intactes les institutions rurales est par-dessus toute chose la plus importante, la plus nécessaire ; à ce prix, les Javanais travailleront bien, sans faire aucune difficulté, et se sentiront heureux.

La gratification de 50 *duttes* par *picol* fabriqué, répartie entre tous les fonctionnaires employés aux cultures, a également été l'objet d'une modification qui a plus de portée qu'on ne se l'imagine.

Les chefs indigènes continuent à toucher la part qui leur avait été allouée primitivement, et il est à espérer qu'on ne commettra jamais la faute d'y rien changer ; mais la part des fonctionnaires Européens a été réduite et ne peut plus dépasser un maximum très-modeste.

Or, il faut bien se persuader que le cultivateur ja-

vanais ne fait jamais rien de bien, quand même son intérêt l'exigerait, s'il n'est guidé et surveillé *sans relâche*. Les ordres ne suffisent pas ; il faut absolument aller voir soi-même si ces ordres s'exécutent, et, sous un soleil comme celui de Java, ces soins et cette surveillance continuelle constituent des fatigues et exigent un dévouement qui ne sont possibles qu'en vue d'un large dédommagement.

Le général Van den Bosch, qui voyait les choses de haut, et qui avait parfaitement étudié tous les ressorts de son système, comprit que, pour en obtenir le développement complet et le maintien durable, il fallait offrir ce dédommagement ; et dans ce but il intéressa tous les agents à ce résultat, d'une manière illimitée. Avec lui les bénéfices des fonctionnaires, qui ont une action immédiate sur les cultures, grandissaient avec ces cultures elles-mêmes, et par là, il était en droit de compter sur leur concours le plus actif, puisqu'il avait leur intérêt pour stimulant.

Depuis quelques années, par un sentiment honorable sans doute, on a limité au contraire ces bénéfices, mais on a aussi limité la peine, les soins, la surveillance qui font les riches récoltes, et on rencontre sur-

tout une opposition sourde et insaisissable à tous les projets d'amélioration et d'agrandissement, parce que le dévouement, les fatigues et la responsabilité qu'ils exigent ne trouvent plus leur récompense.

Nous savons bien que ce système de gratification est contraire aux principes administratifs établis en Europe, mais pour rester dans le vrai il ne faut en aucune manière comparer les Indes à l'Europe ; et quand il est question de rechercher les moyens d'augmenter la prospérité d'une colonie, nous croyons qu'on peut faire bon marché des principes conçus dans un autre but, sous des influences tout à fait différentes.

Au reste, cette vérité a si bien été reconnue que les fonctionnaires indigènes ont conservé leur gratification toute entière, et qu'on accorde aux fonctionnaires européens une partie de cette gratification; par conséquent il ne s'agit plus d'un principe, mais *d'un chiffre*, et jusqu'ici nous n'avons pas entendu émettre *une seule* bonne raison qui justifiât la réduction dont nous parlons.

En attendant, cette mesure porte ses fruits : aujourd'hui, nous n'hésitons pas à le dire, le fonction-

naire, à Java, ne fait naturellement que son devoir ; il s'en tient aux règlements, de manière à n'encourir aucun reproche du Gouvernement ; tandis qu'autrefois il faisait *beaucoup plus* que son devoir ; et pour faire apprécier toute l'importance de cette différence, il nous suffira de citer la récolte du café, qui depuis l'application de la malheureuse mesure dont il est question, c'est-à-dire depuis près de 10 ans, a diminué d'une manière considérable.

Souvent nous avons entendu dire par des fonctionnaires : « *Och! het zal myn tyd wel uithouden, en de Kolonie zal altyd genoeg opbrengen om myn pensioen te betalen.* »

Là donc existe une pierre d'achoppement *qu'à tout prix* il faut écarter, et c'est une chose facile.

Si de hauts fonctionnaires appréciant mal la question et trouvant le revenu de quelques résidents trop élevé sont parvenus, sous un prétexte quelconque, à réduire ce revenu, d'un autre côté, les résidents et contrôleurs, qui, jusqu'alors voyaient d'un œil bienveillant prospérer les cultures dans lesquelles ils trouvaient une juste récompense de leurs fatigues et de leurs soins, ont été froissés à leur tour de la prospé-

rité de quelques fabricants, du moment qne ces fatigues et ces soins n'étaient plus appréciés à leur valeur. Ces sentiments ne se sont pas manifestés d'une manière évidente, mais on en voit parfaitement les fâcheux effets, et pour y remédier, il faudrait tout simplement revenir aux premières bases du système.

La pensée de ce système, on ne saurait trop le répéter, est *large et généreuse;* elle entend *beaucoup donner* pour *beaucoup recevoir,* et veut la fortune de tous ceux qui concourent à son œuvre, parce que cette fortune fait la sienne.

Quel inconvénient y avait-il à ce que tel ou tel résident reçût jusqu'à 40 mille florins de gratification des cultures? A qui cela nuisait-il? Nos hommes d'État, nos administrateurs les plus éclairés, les Van den Bosch, les Baud, les Merkus en auraient été enchantés, au contraire; ils auraient voulu que tous les résidents gagnassent 100 mille florins par an, parce que *chaque* 100 mille florins de gratification représentait *un million* de picols de produits divers, et parce qu'ils n'auraient vu dans cette fortune particulière que la preuve la plus certaine d'une prospérité géné-

rale, sans exemple dans les annales du monde.

La seule précaution à prendre, c'est de veiller à ce que le développement de la culture ne soit pas porté au-delà des bornes fixées par le système; tant qu'on s'y renfermera, les abus ne seront pas à craindre.

Observons encore que, chaque fois qu'on a touché au système des cultures, il en est résulté des conséquences fâcheuses et en opposition flagrante avec les intérêts de la colonie et de la Hollande. Semblable à ces puissantes machines, chefs-d'œuvre du génie humain, qui se détraquent ou se brisent par le changement ou la suppression du plus petit rouage, le système des cultures ne souffre pas qu'on porte atteinte aux bases de son organisation, ni à la pensée profonde qui y a présidé.

Limiter la part d'intérêt que les fonctionnaires européens avaient dans les cultures, paraît une mesure peu importante en elle-même; et cependant la modification de ce rouage a produit assez de trouble pour qu'on sente aujourd'hui la nécessité d'y porter remède. Et, à cet effet, on projette de donner aux fabricants le pouvoir de s'occuper eux-mêmes de la culture, dans l'espoir de neutraliser ainsi la fâcheuse

impression produite sur les fonctionnaires par la réduction des gratifications.

Ainsi, on s'éloigne de plus en plus des bases qui ont jusqu'ici donné de si beaux résultats; pour pallier les effets d'une infraction au système des cultures, on va en commettre une autre beaucoup plus grave encore; et quand, d'essai en essai, l'édifice sapé dans ses fondements se sera écroulé, on reconnaîtra, mais trop tard, qu'il aurait été beaucoup plus sage, plus progressif, plus philanthropique de le laisser debout, en l'agrandissant autant que possible.

Si jusqu'ici le Javanais a prêté sans difficulté son indispensable concours au système des cultures, c'est uniquement parce qu'il reconnaît le Gouvernement comme propriétaire du sol, et que, d'après les institutions rurales du pays, d'après *l'Adat*, ce propriétaire a le droit d'exiger de lui un certain travail *obligé*. Mais le contractant, lui, n'est pas propriétaire, il n'a aucun droit de donner des ordres, le Javanais ne lui reconnaît pas cette autorité; et cette mesure, tout à fait contraire à *l'Adat*, ne peut que porter dans les cultures et dans toutes les parties de l'organisation sociale du pays une perturbation pro-

fonde. Le Gouvernement y perdra une partie de son pouvoir et de son prestige, la population sera indisposée, le travail se fera mal, et les chefs indigènes, mécontents d'avoir à exécuter des ordres qui les froissent, ou se mettront en état permanent d'opposition, ou bien, ce qui est pire encore, s'entendront avec les contractants pour les favoriser au détriment des petites gens.

On le voit, tout se tient, tout s'enchaîne dans le système des cultures; une déviation en entraîne une autre, et chacune d'elles constitue une faute, conduisant à un embarras ou à un danger.

Avant de nous résumer, il nous reste à examiner la question des avances, et nous tâcherons de le faire aussi brièvement que possible.

Il est à remarquer que ceux qui critiquent le système des cultures perdent toujours de vue les bases mêmes de ce système, et qu'ils s'obstinent à le juger d'après ce qui se passe ordinairement en Europe ou dans d'autres pays : ils oublient que la position d'un industriel à Java est tout à fait exceptionnelle, et que par conséquent on ne saurait, à moins d'injustice, le ranger dans la loi commune.

Toute industrie, pour prospérer, doit pouvoir disposer de grands capitaux ; celle du sucre surtout, en raison des améliorations qu'on ne cesse d'y apporter, et de ses appareils, qui coûtent excessivement cher, a besoin de grandes ressources, si elle veut rester à la hauteur de ces progrès.

Or, partout, dans le monde entier, chacune de ces améliorations profite au fabricant *seul*. S'il fait un sacrifice considérable pour acheter une machine perfectionnée, le bénéfice qu'il en retirera sera pour lui ; mais à Java, il n'en est pas ainsi. Le fabricant y a des associés, qui sont le Gouvernement et le cultivateur indigène ; de sorte que chaque dépense faite par ce fabricant dans le but d'augmenter son rendement, est supportée par *lui seul*, tandis que les bénéfices qui en découlent profitent aussi au Gouvernement, qui reçoit plus de produits, et au cultivateur, qui touche plus d'argent. Cette communauté d'intérêts, établie par le système des cultures, est certainement l'idée la plus heureuse, la plus féconde en bons résultats ; elle doit prévaloir sur tout ce qu'on voudrait mettre en place, et constitue la position exceptionnelle d'un industriel à Java.

Le général Van den Bosch avait donc compris qu'il était de toute justice d'aider par des fonds ces fabricants dont il retirait des avantages, et il créa, à cet effet, un fonds de culture.

Mais en bon financier, s'il avançait de l'argent sans intérêt, il se faisait rembourser en produits, à des prix fixés au-dessous des prix du commerce; et l'expérience a prouvé que, sauf une petite fraction, toutes ces avances rentrent, aux époques déterminées, dans la caisse du Gouvernement, grossies de la prospérité générale.

Ces faits démontrent qu'il y a autant d'utilité que de justice à maintenir ce fonds de culture, qui a si puissamment contribué au développement de l'industrie. — Les reproches qu'on adresse à ce système n'ont rien de sérieux, et les résultats obtenus devraient fermer la bouche aux critiques. Mais, à les entendre, il semblerait que ces critiques n'examinent pas les résultats, et qu'un sentiment personnel leur fait soutenir des théories dont l'application dessècherait petit à petit les sources vitales de Java, pour aboutir à la ruine de la Hollande.

IIIe PARTIE

Au milieu de toutes les erreurs entre lesquelles se débat la question coloniale, il en est une dont nous n'avons pas encore parlé, et qu'il est plus que temps de détruire, parce qu'à force de l'entendre répéter, on finirait par y ajouter foi, et elle pousserait de plus en plus à une apathie coupable, aussi nuisible à la colonie qu'à la mère patrie.

Cette erreur consiste à croire que, Java étant arrivé à son apogée, il n'y a plus rien de sérieux à y faire, et le mot : « *Het vet is van de ketel,* » caractérise d'un trait cette fatale idée.

A notre avis, la prospérité de Java n'est au contraire qu'à son début, et son avenir nous semble plus beau, plus grand, plus certain que tout ce qu'on a vu depuis 1830. Les vingt-six années qui viennent de s'écouler doivent être considérées comme un temps d'enseignements et d'épreuves. Les fautes qui ont été commises ne se renouvelleront plus, et dé-

sormais, il est possible de marcher dans la voie d'amélioration et de progrès, sans tâtonnements et sans erreurs.

Pour cela, et nous le disons avec une profonde et sincère conviction, il faut franchement revenir sur ses pas et rentrer complètement dans le sytème Van den Bosch-Baud, hors duquel nous ne voyons pas de salut.

Il faut abandonner cette voie de prétendue réforme, dans laquelle la colonie, au lieu de progresser, décline peu à peu. Depuis près de dix ans qu'on a commis la faute de toucher aux bases du système bienfaisant qui fait la gloire de son auteur, le pays reste comme frappé d'impuissance, et ses incalculables ressources, ses immenses richesses, qn'on n'a fait jusqu'ici qu'entrevoir, sont là sans emploi, attendant une main créatrice pour faire naître de tous côtés et répandre au loin la prospérité et l'abondance.

L'homme d'État qui, prenant les choses de haut et avec un esprit large et généreux, osera hardiment sortir de l'ornière fatale où est tombée la question coloniale; qui reprendra avec vigueur

le système des cultures dans son ensemble, c'est-à-dire : 1° avec des avances modérées aux contractants ; 2° avec le travail obligatoire, équitablement rétribué ; 3° avec la culture sous les ordres du gouvernement seul ; 4° avec les gratifications proportionnelles illimitées aux fonctionnaires européens et indigènes ;—cet homme d'État, disons-nous, fera une chose grande, belle, et imprimera à la colonie une seconde impulsion plus rapide, plus féconde que celle donnée en 1830.

Mais pour arriver à ce résultat, il faut vouloir, et agir sans hésitations, sans crainte, sans se laisser ébranler par les opinions contraires.

Il dirait au pays : « La plupart de nos antago-
« nistes ne connaissent ou ne comprennent ni les
« Indes, ni le système qu'ils attaquent. L'expérience
« et les résultats sont contre eux. Si le général Van
« den Bosch les avait écoutés, la colonie serait restée
« improductive et misérable, comme elle l'a été pen-
« dant plus de deux cents ans, et Dieu sait ce que
« serait devenue la Hollande !

« Responsable de mes actions, je reprends le sys-
« tème qui a sauvé notre pays et qui est le seul en

« harmonie avec les habitudes et les besoins de la « population indigène ; plus tard vous me jugerez, et « lorsqu'en moins de dix années j'aurai doublé la « flotte marchande, la richesse publique, les revenus « de l'État, et augmenté le bonheur et le bien-être « des Javanais, vous me direz si j'ai bien mérité de « la patrie.

« D'ici là, je veux administrer, non pas avec des « illusions, mais avec le bon sens. Si l'humanité ne « permet point qu'une colonie soit exploitée à son « détriment et au profit de la mère patrie, la justice « et la raison ne veulent pas, non plus que celle-ci, « courbée sous des impôts de toute nature, créés en « partie pour subvenir autrefois aux besoins de sa « colonie, supporte seule ces charges, et laisse cette « colonie, quatre fois plus peuplée qu'elle-même, « vivre dans cette oisiveté que permet un climat pri- « vilégié, où l'homme trouve dans un labeur de deux « mois l'abondance pour toute une année.

« Je repousse toutes ces utopies, tous ces faux prin- « cipes de liberté, de fausse philanthropie dont on « veut nous bercer, et qui, en résumé, conduisent à « l'arbitraire et à la ruine, et je m'attache à la réalité.

« Pour vivre, pour être heureux, pour progresser « au moral et en bien-être, il faut que le Javanais « soit forcé au travail ; mais je saurai veiller à ce que « ce travail soit plus facile, plus modéré et compara- « tivement plus rétribué que le labeur habituel dans « n'importe quel pays libre.

« Étendre le travail, le maintenir dans de justes « bornes, empêcher les abus, veiller à la prospérité « et au bonheur des millions d'Indiens que nous « avons été appelé à gouverner, et enrichir la vieille « Hollande, voilà ma tâche ! et avec l'appui du roi, « votre concours et l'aide de Dieu, je saurai la « remplir ! »

S'il nous est permis de supposer que ce langage réponde aux besoins de la situation et qu'il trouve des défenseurs, nous ajouterons ici un programme indiquant les mesures à prendre qui, tout en maintenant et améliorant ce qui existe, permettraient aussi de créer plusieurs sources nouvelles de richesses et de bien-être. A cet effet, nous pensons qu'il conviendrait :

1° De nommer dans chaque résidence une commission composée de fonctionnaires (inspecteurs des

cultures, par exemple) et d'industriels, qui dressera un rapport sur l'état dans lequel se trouve chaque établissement qui a contracté avec le gouvernement, et qui indiquera tous les changements à y faire, dans le but d'améliorer le travail et d'augmenter la production.

2° De faire disparaître des contrats ces conditions peu équitables qui fixent les mêmes prix et les mêmes rendements pour tous les établissements, sans prendre en considération la différence des éléments de succès renfermés dans chaque localité.

3° De prolonger les contrats pour un terme éloigné (45 ans par exemple), afin de donner à l'industrie la sécurité d'avenir dont elle a besoin pour progresser, en stipulant toutefois que les prix seront susceptibles de modifications tous les 15 ans, en prenant pour base les prix de revient.

4° D'étendre autant que possible les cultures déjà existantes dans les localités qui leur sont le plus favorable, tout en restant dans les limites prescrites par le système.

5° D'encourager les fabricants de sucre à augmenmenter les capacités de leur matériel de travail et

de leur en faciliter les moyens dans le but de les voir terminer la récolte en moins de 120 jours. Cette fabrication rapide aura pour résultat d'augmenter la production dans des proportions considérables, puisque la canne n'aura plus le temps de se gâter sur les champs, et de pouvoir rendre les terres à la population d'assez bonne heure pour qu'elle puisse en tirer une seconde récolte.

6° De faire des essais sérieux de drainage, surtout dans les champs de cannes, pour l'appliquer ensuite en grand, si ces essais réussissent sans nuire à la culture du riz, qui suit celle de la canne. La nature argileuse du sous-sol donne lieu de croire à une réussite qui dépassera toutes les espérances.

7° D'essayer la culture des plantes nommées *Imphy* et *Sorgho* (Holcus Saccharatus), qui sont peut-être appelées à remplacer la canne à sucre avec avantage, et qui dans tous les cas prendront une place importante parmi les plantes industrielles.

8° De créer, par contrat, des fabriques d'huile de sésanne, d'arachide et de ricin, pour avoir en moins de 10 ans un million d'hectolitres d'huile à envoyer en Europe.

Les huileries de Marseille seules ont trituré en 1855, 700,000 quintaux métriques, soit 1, 112,000 *picols* de graines oléagineuses provenant, les arachides de la côte de Guinée, et les sésames de la côte du Coromandel. Ces chiffres démontrent suffisamment l'importance de cette culture, et la certitude d'une défaite facile et avantageuse de ses produits.

9° D'établir par contrat, aussi bien à Java que dans toutes les Moluques, la culture du cacao de manière à avoir un million de *picols* en moins de 10 ans. Aujourd'hui le chocolat est tellement entré dans l'alimentation de plusieurs pays, et notamment de la France, que le cacao y est devenu introuvable et hausse continuellement de prix.

10° D'étendre, de perfectionner la culture du café en s'attachant surtout aux moyens propres à ne rien perdre des récoltes, comme de multiplier les magasins dans les villages et améliorer les routes de l'intérieur, afin de rendre les transports faciles et rapides.

11° D'exiger pendant 10 années consécutives la plantation annuelle de deux millions de cocotiers, de manière à doter la population de vingt millions

d'arbres en plus de ce qui existe, placés dans des terrains perdus.

12° D'imposer à chaque famille la création et l'entretien d'une ruche, au moins, de mouches à miel, qui, sans peines et sans frais, seront une source de gain pour les indigènes et un grand aliment au commerce.

13° D'exiger pendant 10 ans consécutifs la plantation annuelle de deux millions d'arbres produisant la gomme élastique et le gutta-percha, de manière à posséder après cette époque 20 millions de sujets donnant chaque année une riche récolte d'un produit dont la consommation augmente dans des proportions étonnantes.

14° D'envoyer en France une personne pour y étudier l'éducation des différents Bombyx, et particulièrement le Bombyx cynthia, qui se nourrit des feuilles du palma-christi.

Ce Bombyx étant une phalène des régions tropicales, il est à croire qu'il réussira parfaitement à Java, où le palma-christi pousse à l'état sauvage. L'avantage que présente ce genre de Bombyx est que ses œufs ont la propriété particulière d'éclore aussitôt

après la ponte, ce qui permet des éducations permanentes, c'est-à-dire de faire cinq et six récoltes par an, sans craindre la dégénération du ver. Ensuite, la facilité et la promptitude avec lesquelles pousse le ricin donnent à l'éducation du Bombyx Cynthia une réussite qu'on peut regarder comme certaine. En effet, le ricin donne des feuilles au bout de quelques semaines de semis, et les cueillettes peuvent se continuer sans interruption pendant plusieurs années, et à travers toutes les saisons.

En obligeant chaque ménage javanais à livrer contre payement une ou deux livres de soie par récolte, c'est-à-dire cinq ou dix livres par an, on arriverait ainsi à produire à très-bon marché une masse de matières soyeuses d'une valeur considérable, et le bien-être des ménages javanais y gagnerait d'autant plus qu'il serait l'ouvrage des femmes et des enfants.

15° D'envoyer en Cochinchine un homme éclairé pour y étudier la culture et la fabrication du *tsai*, plante qui, étant mise en fermentation comme celle de l'indigo, fournit abondamment une couleur d'un vert émeraude très-solide.

Cette plante serait un nouveau cadeau à faire à notre belle colonie, qui produit déjà l'indigo, la cochenille et différents bois de teinture.

La personne chargée de cette mission se procurerait en même temps des jeunes plantes et des graines du cannellier de Cochinchine, dont les produits sont de qualité beaucoup supérieure à ceux de Ceylan et de nos colonies.

16° Et enfin de créer sur une très-grande échelle l'éducation du bétail en général, et principalement du mouton, dans toutes les parties montagneuses et perdues de Java. L'importante question des laines d'une part, et celle de l'alimentation de la population indigène de l'autre, méritent au plus haut point l'attention du gouvernement, et nous nous proposons de revenir sur ce sujet dans une étude séparée.

Notre tâche est terminée.

Poussés par le désir de voir prospérer cette belle colonie de Java, ancre de salut de la Néerlande, nous avons exposé nos convictions et nos vues dans un esprit entièrement dégagé d'influences intéressées ou

étrangères, et dans l'unique but d'éclairer la route à parcourir.

Ces convictions, ces vues, sont les fruits de notre propre expérience, acquise par de longues années de séjour dans Java. Si elles peuvent servir en quoi que ce soit à arrêter la marche dangereuse imprimée à la colonie, et pousser celle-ci vers une prospérité nouvelle, nous nous estimerons très-heureux d'y avoir contribué.

Paris, 1er Septembre 1856.